

des études post-universitaires à l'Université de London sur le programme d'immigration sélective adopté par le Canada. Je pourrais poursuivre mon examen du rapport et signaler bien d'autres projets remarquables dont cet organisme bénévole permet la réalisation.

Malheureusement, le Conseil doit compter sur l'appui financier des particuliers. Ces dernières années, les fonds se sont fait rares. La source principale de ces fonds a été les États-Unis, où les recherches dans les domaines non technologiques se rattachant aux problèmes de l'homme ont très rapidement progressé. Ces derniers temps, les organismes, qui défrayaient les programmes de recherches au Canada ont commencé à se montrer moins généreux.

L'examen des crédits, et le relevé des divers postes du personnel scientifique et administratif au Conseil national de recherches me forcent à conclure que l'équilibre est nettement rompu en faveur de ces fonctions. Il y a par exemple 137 chargés de recherches suppléants, 197 chargés de recherches adjoints, 209 chargés de recherches juniors. Même s'il n'y avait qu'une douzaine ou deux de ces employés qui bénéficiaient de bourses accordées par le Conseil national de recherches pour se livrer à ces importants travaux dans le domaine des sciences sociales, je suis sûr que les résultats favoriseraient grandement le progrès économique et social du Canada.

Les universités sont les principales sources de personnel apte à poursuivre ce genre d'activité. Le président de l'Université de Toronto a appelé l'attention sur les problèmes que pose aux universités le manque d'appui suffisant. D'un article de journal, j'extrais le passage suivant:

D'après M. Sidney Smith, président de l'université de Toronto, l'appui financier apporté aux humanités et aux sciences sociales reste encore loin derrière celui dont bénéficient la physique et les sciences naturelles.

Dans son rapport annuel, il dit que la situation est la même dans tout le pays et qu'à moins d'un redressement, l'avenir de l'enseignement supérieur en souffrira.

La formation du Conseil canadien, envisagé dans le rapport Massey, aiderait, prétend-il, à corriger le déséquilibre. La recherche dans ces domaines a besoin d'une aide financière semblable à celle que le Conseil national de recherches assure aux recherches scientifiques.

Ce sujet pourrait et devrait être étudié à fond, car il est, comme M. Keenleyside l'a indiqué, de la plus haute importance. Espérons que lorsque le Parlement en général en viendra à discuter l'ensemble du problème de recherches au Canada, le mandat conféré au comité aura une vaste portée permettant des observations sur ce très important sujet. La motion initiale semblait assez promet-

[M. Dinsdale.]

teuse sous ce rapport puisqu'elle mentionnait la recherche non militaire au Canada.

M. le président: A l'ordre. L'honorable député vient de confirmer lui-même ce dont je me doutais depuis un bon moment, c'est-à-dire que son discours ne porte pas précisément sur le crédit en discussion. L'honorable député était pourtant présent, il a entendu le débat qui a eu lieu juste avant qu'il prenne la parole. Je crois qu'il doit reconnaître la distinction entre la discussion qui portait très précisément sur les traitements et autres dépenses visées par le crédit et les propos d'une portée parfaitement générale qu'il tient actuellement. Je le prie donc, et je prie tous les honorables députés de respecter scrupuleusement la règle de la pertinence. Le comité est clairement saisi en ce moment d'un poste du budget des dépenses très particulier et il ne devrait tout de même pas être trop difficile de nous y tenir.

M. Dinsdale: Monsieur le président, je croyais m'en tenir à la question en discussion en ce sens que je disais que, selon moi, le domaine d'activité du Conseil national de recherches n'était pas assez étendu. J'ai cru pouvoir tirer cette conclusion du rapport que nous avons actuellement sous les yeux. Si nous ne pouvons fonder nos propos sur des renseignements contenus dans le rapport, il me semble que nous sommes un peu trop tenus en lisières. Quoi qu'il en soit, j'allais terminer.

En conclusion, et pour insister de nouveau sur cette négligence d'un domaine important des recherches scientifiques, j'aimerais signaler que, depuis 15 ans, les recherches qui ont donné les plus heureux résultats pour l'industrie et le développement économique en général ont été dans une large mesure les recherches d'ordre non technique. Cette conclusion ressort des succès réalisés aux États-Unis à cet égard.

Ainsi, l'attitude plus large que ce pays a adoptée à l'égard de l'innovation et des recherches a donné lieu à des changements extraordinaires dans les méthodes d'échange et de distribution des marchandises et des services. Dans toute cette évolution, le Canada s'est laissé devancer. Nous nous sommes contentés d'imiter et de copier les innovations apportées dans ce pays et qui ont aiguillonné si fortement l'économie américaine. Je pourrais citer d'autres exemples d'innovations qui ont été extrêmement avantageuses pour le commerce.

De nouvelles conceptions de l'organisation des affaires ont simplifié toute la vie économique des États-Unis dans ce domaine. Nous ne faisons que commencer à en étudier les possibilités. Plusieurs de nos grandes